

SUJET DE DISSERTATION AU BAC :

Clausewitz a-t-il encore raison d'affirmer que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » ?

Corrigé

Introduction

Carl von Clausewitz, officier prussien du XIX^e siècle et théoricien majeur de la stratégie militaire, publie après sa mort l'ouvrage *De la guerre* (1832). On y trouve cette formule célèbre : « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Elle signifie que la guerre n'est pas une rupture avec la politique, mais son prolongement sous une autre forme, lorsque la négociation et la diplomatie échouent. La guerre est donc comprise comme un instrument rationnel des États, au service de leurs intérêts et de leurs objectifs.

Or, au XXI^e siècle, les conflits armés ont profondément changé. À côté des guerres interétatiques classiques, on observe des guerres civiles, des conflits asymétriques menés par des acteurs non étatiques, la montée en puissance du terrorisme, et de nouvelles formes de violence liées au cyberspace ou à l'information. Ces transformations interrogent la validité de la thèse clausewitzienne : la guerre reste-t-elle vraiment une simple continuation de la politique, ou échappe-t-elle désormais à cette logique rationnelle pour devenir un phénomène autonome ?

problématique

Dans quelle mesure la formule de Clausewitz conserve-t-elle sa pertinence pour comprendre les guerres actuelles, et en quoi doit-elle être nuancée ou réinterprétée ?

Annonce du plan

Nous montrerons d'abord que la définition clausewitzienne garde toute sa valeur pour analyser la dimension politique de la guerre (I), avant de souligner ses limites face à l'évolution des formes de conflictualité (II), pour enfin discuter de son actualité et de son utilité comme outil d'analyse stratégique (III).

Développement I

I. La thèse clausewitzienne reste pertinente : la guerre comme instrument politique

Clausewitz part du constat que la guerre est un « acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté ». Or, cette volonté n'est jamais purement militaire : elle vise toujours un but politique.

D'abord, l'histoire des guerres interétatiques montre la continuité entre guerre et politique. Les deux guerres mondiales du XX^e siècle, bien qu'elles aient pris une dimension totale, trouvent leurs origines dans des enjeux politiques et géopolitiques précis : affirmation de la puissance allemande, rivalités coloniales, alliances internationales. De même, la guerre du Golfe (1990-1991) menée par

une coalition internationale avait pour objectif politique clair de rétablir la souveraineté du Koweït envahi par l'Irak.

Ensuite, les interventions militaires récentes illustrent encore cette logique. Les États-Unis en Irak (2003) ont officiellement agi pour des raisons de sécurité internationale (lutte contre les armes de destruction massive), mais l'objectif politique sous-jacent était de remodeler le Moyen-Orient et d'y maintenir une influence stratégique. De même, la Russie en Ukraine depuis 2014 (et plus encore avec l'invasion de 2022) poursuit une ambition politique : restaurer sa sphère d'influence et affirmer sa puissance face à l'OTAN.

Enfin, la guerre reste indissociable de la diplomatie. Comme l'exprime Clausewitz, la guerre et la politique forment une dialectique : les combats ne sont pas une fin en soi mais un moyen de peser sur des négociations ultérieures. C'est pourquoi les guerres se terminent presque toujours par des traités qui traduisent les nouveaux rapports de force politiques.

Ainsi, la formule de Clausewitz garde une grande pertinence : hier comme aujourd'hui, la guerre est bien un instrument au service de finalités politiques.

Développement II

II. Les limites de la formule face aux nouvelles formes de guerre

Toutefois, les évolutions contemporaines des conflits montrent que la définition clausewitzienne ne suffit plus à rendre compte de toutes les réalités.

D'abord, les guerres asymétriques menées par des acteurs non étatiques échappent à la logique clausewitzienne centrée sur les États. Les groupes terroristes comme Al-Qaïda ou Daech poursuivent certes des objectifs politiques ou idéologiques (établir un califat, déstabiliser les sociétés occidentales), mais leur mode d'action – attentats, guérilla, communication numérique – bouleverse la conception classique de la guerre. La ligne de front est diffuse, l'ennemi est insaisissable, et la logique de dissuasion clausewitzienne perd de sa pertinence.

Ensuite, certaines guerres du XX^e siècle ont montré une radicalisation de la violence qui semble dépasser les objectifs politiques rationnels. La Seconde Guerre mondiale devient une guerre d'anéantissement : les génocides, la Shoah, ou les bombardements nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki ne peuvent pas être compris seulement comme des moyens au service d'une politique, mais aussi comme une logique autonome de destruction totale. La guerre n'est alors plus seulement « continuation de la politique », mais dépasse ses cadres rationnels.

Enfin, de nouvelles conflictualités émergent au XXI^e siècle : guerres hybrides combinant moyens militaires, économiques et informationnels ; cyberattaques menées contre des infrastructures critiques ; rôle croissant des sociétés militaires privées comme Wagner. Ces formes de violence brouillent la frontière entre guerre et paix, entre acteurs étatiques et non étatiques, entre diplomatie et conflit armé. Elles rendent plus difficile l'application directe de la formule clausewitzienne.

Ainsi, si la guerre reste souvent liée à des finalités politiques, elle peut aussi se transformer en phénomène autonome, échappant à la rationalité qui sous-tendait la pensée de Clausewitz.

Développement III

III. Une formule à nuancer mais toujours utile pour penser la guerre

Faut-il pour autant rejeter l'apport de Clausewitz ? Sans doute pas, car sa pensée reste un outil précieux d'analyse stratégique, à condition de l'actualiser.

Tout d'abord, même les guerres dites « irrégulières » conservent une dimension politique. Les guérillas, les mouvements révolutionnaires, les organisations terroristes poursuivent, à travers la violence, des objectifs de pouvoir, de reconnaissance ou de domination idéologique. La formule de Clausewitz garde donc une valeur heuristique, même si l'acteur n'est pas un État.

Ensuite, la réflexion clausewitzienne peut être élargie. Plutôt que de voir la guerre uniquement comme « continuation de la politique par d'autres moyens », on peut aujourd'hui parler de « continuation du conflit par d'autres formes de violence », en intégrant les dimensions économiques, informationnelles et numériques. Le cyberspace devient par exemple un nouvel outil de pression politique, à mi-chemin entre diplomatie et guerre.

Enfin, Clausewitz reste une référence incontournable : sa pensée inspire encore les doctrines militaires et la recherche stratégique. Même quand on souligne ses limites, on le fait à partir de son cadre d'analyse, preuve que sa définition conserve une valeur structurante.

Ainsi, la formule de Clausewitz, sans être suffisante, demeure une clé de lecture utile pour penser la guerre contemporaine, à condition de l'adapter aux nouvelles réalités.

Conclusion

Clausewitz affirmait que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Cette formule garde toute sa pertinence : les guerres, qu'elles soient interétatiques, asymétriques ou hybrides, traduisent presque toujours des finalités politiques, qu'elles soient liées à la puissance, à l'idéologie ou à la reconnaissance. Néanmoins, l'évolution des conflits au XX^e et XXI^e siècle – guerres totales, terrorisme, cyberconflits – a montré que la guerre peut parfois échapper à cette logique rationnelle et devenir un processus autonome de destruction.

La thèse de Clausewitz doit donc être nuancée : elle ne fournit plus une explication exhaustive, mais reste une référence incontournable.

ouverture

À l'heure de l'intelligence artificielle et des guerres cybernétiques, une question se pose : la guerre de demain sera-t-elle encore le prolongement de la politique humaine, ou le résultat d'automatismes technologiques échappant en partie à la volonté des décideurs ?

